

quelques-unes des manifestations les plus brutales de l'*apartheid* afin de préserver les fondements de son pouvoir économique et politique et de désamorcer l'agitation politique. Par la méthode de la carotte et du bâton, il s'agissait pour les autorités sud-africaines d'offrir de vagues concessions aux acteurs politiques noirs disposés à se contenter d'une version de l'*apartheid* "revue et corrigée" et de menacer tous les autres de sanctions militaires et économiques draconiennes.<sup>3</sup>

Les réformes de Botha ont certes réduit pour les Noirs de la classe moyenne certains des obstacles à la mobilité sociale. En revanche, elles n'ont absolument rien changé à la question fondamentale des droits politiques; elles ont, au contraire, considérablement contribué à renforcer la répression intérieure et quelques-uns des principaux piliers de l'*apartheid*.

### LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE TOTALE EN AFRIQUE AUSTRALE

Le volet régional de la Stratégie totale consistait à "internationaliser" les problèmes de Pretoria. Selon la doctrine officielle, l'instabilité et les conflits qui régnaient en Afrique du Sud et en Afrique australe étaient dus non pas à l'*apartheid*, mais aux interventions extérieures. Certains ont même échafaudé de complexes théories prétendant qu'à l'étranger, on préparait une sourde conspiration contre l'Afrique du Sud et qu'on projetait de lancer, à l'aide de pays comme l'Union soviétique et les États-Unis, une offensive totale contre elle.

À en croire les auteurs de la Stratégie totale, il était possible pour l'Afrique du Sud de sortir de son isolement international en modifiant ses relations régionales. Tous les pays n'auraient plus alors d'autre choix que de reconnaître les intérêts légitimes de Pretoria en Afrique australe, sa sphère d'influence.

Toutefois, l'objectif prédominant de la politique régionale sud-africaine était désormais défini comme étant la constitution en Afrique australe d'une "constellation d'États" (CONSAS), sorte de "cordon sanitaire" économique et politique autour de l'Afrique du Sud. Il s'agissait pour Pretoria d'offrir à ses voisins des projets économiques conjoints et une aide au développement, le tout étant ni plus ni moins destiné à les amener à signer des pactes de non-agression.<sup>4</sup>

Cet objectif à moyen terme de la CONSAS comprenait également cinq sous-objectifs régionaux à court terme:<sup>5</sup>

(1) obliger les États limitrophes à cesser d'accorder toute aide à la *South West Africa People's Organization* (SWAPO) en Namibie et au Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud, et à surveiller les activités de ces mouvements;

(2) empêcher les pays du bloc communiste de prendre pied dans la région, que ce soit sur le plan diplomatique, politique ou militaire;

(3) renforcer la dépendance économique des pays de la région à l'égard de l'Afrique du Sud;

(4) faire en sorte que les États limitrophes protègent l'Afrique du Sud contre les demandes de sanctions;

(5) modérer la véhémence des discours anti-sud-africains dans les États de la région.

Pour atteindre ces objectifs, il a fallu parallèlement entreprendre dans le pays de l'*apartheid* une réorganisation

systématique. Sous le nouveau "régime de gestion de la sécurité nationale", l'Afrique du Sud a en fait subi un coup d'État militaire. Dès 1981, le véritable pouvoir de décision était passé des mains du Cabinet à celles du Conseil de la sécurité d'État (SSC), organisme dominé par les militaires et ne devant répondre de ses actes que devant le premier ministre. Le SSC a mis en place des structures administratives parallèles à caractère militaire afin de coordonner la mise en oeuvre de la Stratégie totale et d'en surveiller la planification, l'administration et l'application, tant à l'échelle nationale que dans les régions.<sup>6</sup>

Le budget militaire de l'Afrique du Sud a plus que triplé entre les années 1977-1978 et 1986-1987, atteignant 5,1 milliards de rands; les dépenses en termes réels ont été évaluées à 8,7 milliards de rands.<sup>7</sup> Grâce à un programme intensif de fabrication d'armements mis en oeuvre à partir de 1977, la société nationale *Armaments Corporation* est devenue le deuxième conglomérat industriel du pays en importance. De nouvelles unités militaires ont été créées et déployées contre les États limitrophes. Mentionnons notamment les mouvements dissidents tels que l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), le Mouvement national de résistance du Mozambique (MNR), la *Lesotho Liberation Army* (LLA) et, au Zimbabwe, le "Super-Zapu". Ces groupements se disent d'authentiques mouvements de résistance nationale et sont composés en grande partie d'effectifs nationaux, mais tous relèvent cependant du Commandement des "forces spéciales" de la Force de défense de l'Afrique du Sud (SADF), qui leur assure approvisionnement et financement.<sup>8</sup>

Les auteurs de la Stratégie totale se sont par ailleurs longtemps demandés comment l'Afrique du Sud pourrait se servir de ses liens économiques avec ses voisins pour influencer sur leur attitude dans un sens ou dans l'autre. Pretoria a, par exemple, offert à ses voisins de l'aide ou des projets d'infrastructure conjoints. Par contre, le gouvernement sud-africain a aussi imposé des sanctions massives explicitement destinées à modifier les politiques des pays de la région.<sup>9</sup>

### LA STRATÉGIE TOTALE À L'OEUVRE

La mise en oeuvre de la Stratégie totale dépendait de divers facteurs externes et internes. On distingue quatre phases successives.

#### 1) 1978-1980: la CONSAS et la CCDA

L'idée d'une "constellation d'états" en Afrique australe (CONSAS) a été formulée pour la première fois en 1979; elle était fondée sur l'hypothèse que le Zimbabwe accèderait à l'indépendance sous le gouvernement de l'évêque Muzorewa, favorable à l'Afrique du Sud, et qu'il se joindrait à la CONSAS, ce qui aurait obligé la Zambie, le Zaïre et, probablement, le Botswana, le Lesotho et le Swaziland à en faire autant. Mais l'écrasante victoire de Robert Mugabe aux élections de février 1980 qui ont précédé l'accession du Zimbabwe à l'indépendance a déjoué tous ces beaux projets. Le Zimbabwe a rejoint le club des États de la "ligne de front" et contribué à la formation de la Conférence de coordination et de développement de l'Afrique australe (CCDAA), qui regroupe les neuf États noirs d'Afrique australe dans le cadre d'une stratégie commune visant à réduire leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud.<sup>10</sup>